



Foreign and Commonwealth Office
London SW1A 2AH

I should like to thank him for his powerful support.

23 June, 1982

Prime Minister

To see.

A.J.C. $\frac{14}{6}$

Letter from M. Maurice Schumann and Article Expressing his Views on the Falklands Conflict

M. Maurice Schumann, former French Foreign Minister (1969-73) and now Vice-President of the Senate, has written to our Ambassador in Paris asking that his views on the Falklands conflict, as exemplified by an interview with him in an important Belgian daily, be passed on to Mrs Thatcher.

/ I enclose accordingly a copy of M. Schumann's letter with
/ translation and a copy of the article in La Libre Belgique
/ together with a summary and translated key extracts.

The Ambassador has replied to M. Schumann.

Yours ever,

(F N Richards)
Private Secretary

A J Coles Esq
Private Secretary
10 Downing Street

MS/JL

SÉNAT

LE VICE-PRÉSIDENT

République Française

Paris le 4 Juin 1982

Cher monsieur l'Ambassadeur

Je souhaite que votre Premier Ministre, à laquelle m'unissent des liens d'amitié, sache ce que fut mon attitude dès le début de l'affaire des Malouines.

Comme vous ne l'ignorez pas, depuis que j'ai quitté le ministère des Affaires Etrangères, mon activité politique porte essentiellement, d'une part, sur les problèmes économiques (particulièrement graves dans la région que je représente) et sur les problèmes culturels, d'autre part.

Mais, si je n'appartiens pas à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, j'ai eu maintes fois l'occasion de m'exprimer, notamment à la télévision (TF1 - vendredi 16 avril). L'interview ci-jointe, qui m'a été prise par "La Libre Belgique" le 15 mai, reflète toute ma pensée, que j'exprime avec une égale franchise quelle que soit la question posée.

Je suis trop profondément attaché à la Grande-Bretagne pour ne pas vous communiquer ce témoignage qui, je l'espère, sera porté à la connaissance de Madame Thatcher.

Veillez agréer, *cher monsieur l'Ambassadeur,*

l'assurance de mes sentiments les meilleurs

Maurice Schumann

Maurice Schumann

S.E. Monsieur FRETWELL
Ambassadeur de Grande-Bretagne
PARIS

TRANSLATION OF LETTER FROM M MAURICE SCHUMANN TO BRITISH AMBASSADOR
IN PARIS

I should like your Prime Minister, with whom I have friendly ties, to know what my attitude has been since the beginning of the Falklands affair.

As you are aware, since I left the Ministry of Foreign Affairs, my political activity has been concerned essentially on the one hand with economic problems (particularly serious in the region I represent) and on the other with cultural matters.

But, although I am not a member of the Senate's Foreign Affairs Commission, I have often had the opportunity of expressing my views, notably on television (TFI - on Friday 16 April). The attached interview with La Libre Belgique of 15 May fully reflects my opinions, which I express with equal frankness whatever the subject in question.

I am too deeply attached to Great Britain not to pass on to you this statement of mine which I hope will be brought to the attention of Mrs Thatcher.

The article starts with a lead-in about current problems in the EC, notably agricultural prices and the budget. M Schumann is asked whether he thinks the European Community might break up. He replies by recalling the original intention of the EC ie postwar conciliation between Germany and her former victims. The second question asks whether, in that case, the EC has fulfilled its purpose and is of no further use. Schumann replies no; the second objective was to work for the economic prosperity of Europe; the need now is for a return to international monetary order and a common European foreign trade policy. The third question asks what this foreign policy amounts to and Schumann says:

'The decision of the Ten to show solidarity with England in her resistance to aggression - I do not say in her conflict with Argentina - is of capital importance. If this solidarity flinches then evil will overcome good. I am employing all the means in my power to ensure that the French government remains the advocate of solidarity with the United Kingdom.'

The fourth question asks whether this solidarity is only one-way.

Schumann replies:

'I consider it inconceivable and even dishonourable to establish a link between the duty of solidarity with England in resisting aggression and the duty of resisting England when it comes to defending the basic principles of the Community. . . .'

Schumann explains his support for Britain over the Falklands thus:

'I have the feeling of defending all Europeans, because if we allow the precedent to be created of rewarding aggression to the detriment of a member of the Atlantic Alliance, let us be in no doubt that that precedent will become law.'

The final question asks whether European solidarity should not be dedicated to seeking a peaceful solution in the Falklands rather than supporting Britain's military action and Schumann replies:

'One cannot discourage aggression unless one is ready to use force. It is on this precise point that I base my solidarity with the English. We should support them by extending sanctions against Argentina. As soon as the Argentine aggressors have left the Falkland Islands we must seek, unconditionally, a peaceful solution. For I do not consider that the question of British sovereignty over the Falkland Islands is a taboo subject. But other things come first. . . .'

Maurice Schumann : « L'indispensable solidarité avec Londres »

La Communauté européenne parviendra-t-elle, au cours du week-end, à désamorcer la véritable bombe à retardement que sont devenus le problème de la contribution britannique au budget communautaire et ses implications sur la fixation des prix agricoles ? Certains indices permettent de penser, en effet, que Londres s'apprêterait à diminuer ses prétentions financières et pourrait accepter, à tout le moins, un compromis pour l'année 1982. Une telle évolution permettrait aux ministres de l'Agriculture d'arrêter, lundi, les nouveaux prix agricoles et d'apaiser ainsi les tensions qui se manifestent tant au sein du monde rural qu'entre le Conseil et les deux autres institutions européennes. Elle permettrait également à Londres de décriper l'atmosphère au moment où, lundi, les Dix décideront de reconduire ou non les sanctions des Malouines.

Ancien ministre du général de Gaulle, Maurice Schumann était le ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou au moment des négociations en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté. Venu à Bruxelles pour la présentation de son troisième roman - « Le concerto en ut majeur » - M. Schumann a accepté de répondre à nos questions concernant l'évolution de l'Europe communautaire et les répercussions du conflit des Malouines.

- L'Europe est à la dérive. Certains pensent même que l'hypothèse d'un éclatement n'est plus à exclure. Quel est votre sentiment ?

- Aujourd'hui, il est de mode de dire que l'Europe est en état de stagnation et de stérilité. Ce n'est pas faux. Mais en même temps, il faut éviter de laisser les arbres cacher la forêt. L'intention initiale des « pères de l'Europe » était de rendre possible la réconciliation entre les victimes du pangermanisme et l'Allemagne. Cette réconciliation apparaît désormais comme irréversible.

- Est-ce à dire que, selon vous, l'Europe a accompli sa mission, qu'elle n'a plus aujourd'hui d'utilité ?

- Pas du tout. J'indique seulement que le premier objectif a été atteint. Le deuxième but a été la création d'une zone de « coprosperité » par le biais de la Communauté économique européenne. Aujourd'hui, je crois que la cause profonde de la stagnation réside dans le désordre monétaire international.

Selon moi, nous ne remonte-

rons cette pente que par deux moyens. Le premier n'est pas à notre portée, en raison notamment de la situation politique

interne de la France : c'est le retour à un ordre monétaire international, sous une initiative européenne. Le deuxième, c'est l'adoption, par la voie de la concertation et non de la contrainte, d'une politique extérieure commune.

- Vous discernez des progrès dans ce sens ?

- La décision des Dix de se solidariser avec l'Angleterre dans sa résistance à l'agression - je ne dis pas dans son conflit avec l'Argentine - revêt une importance capitale. Si cette solidarité devait fléchir, le mal l'emporterait bien entendu sur le bien. Je m'emploie par tous les moyens en mon pouvoir à faire en sorte que le gouvernement français demeure l'avocat de la solidarité avec le Royaume-Uni.

Ce langage peut vous paraître surprenant de la part d'un Français alors qu'au même moment, nous sommes en désaccord majeur avec la Grande-Bretagne sur le principe même de la Communauté en matière budgétaire. Ma responsabilité dans ce domaine est considérable puisque, en tant que ministre français des Affaires étrangères, j'ai préparé, né-

gocié et conclu l'adhésion britannique.

- En raison de l'attitude de Londres, ne s'agit-il pas d'une solidarité à sens unique ?

- Je tiens pour inconcevable et même pour déshonorante la tentation à laquelle certains paraissent obéir d'établir un lien entre le devoir de solidarité avec l'Angleterre dans sa résistance à l'agression et le devoir de résistance à l'Angleterre dans la défense des principes fondamentaux qui régissent la Communauté. Si j'étais aux Affaires, je me montrerais à la fois le plus ferme adversaire de Mme Thatcher quand elle défend la politique du « juste retour » et le champion le plus intraitable de la solidarité avec

elle dans l'affaire dite - car il s'agit de bien autre chose - des Malouines.

En adoptant cette position, j'ai aussi le sentiment de défendre tous les Européens car si nous laissons créer le précédent d'une agression récompensée au détriment d'un des pays membres de l'Alliance atlantique, soyons assurés que ce précédent ne tardera pas à faire jurisprudence...

- La solidarité européenne ne devrait-elle pas exclusivement viser à promouvoir une solution pacifique du conflit des Malouines ? La Communauté doit-elle soutenir la Grande-Bretagne dans les opérations militaires qu'elle décide unilatéralement ?

- On ne peut pas décourager l'agression autrement qu'en étant prêt à recourir à la force. C'est sur ce point précis que je me déclare solidaire des Anglais. Nous devons leur apporter notre appui par la prolongation des sanctions que nous avons décrétées contre l'Argentine. A partir du moment où les îles Malouines auront été évacuées par les agresseurs argentins, il faudra rechercher de manière inconditionnelle une solution pacifique. Car je ne considère pas que la souveraineté britannique sur les îles Malouines soit un tabou. Mais il y a un préalable. Et pour le moment, il ne faut penser qu'à un préalable.

M. T

LA LIBRE BELGIQUE

15 Mai 1982.

Selon moi, nous ne remonte-

23 JUN 1982



[Faint handwritten mark]

